

**Au merveilleux pays des bisounours**

Ce 15 septembre, ce sont plus de 110 manifestations et rassemblements qui se sont déroulés à l'appel des 7 organisations mobilisées contre la loi El Khomri. Malgré des mesures de sécurité draconiennes pour pouvoir se rendre sur les lieux de manifestation, plus de 170 000 salariés ont battu le pavé en cette 14<sup>ème</sup> journée d'action. La CGT se battra pour empêcher l'application de cette loi, point par point, mesure par mesure, que ce soit dans les entreprises avec les salariés ou nationalement mais aussi devant la justice.

En cette rentrée le mécontentement social s'exprime aussi par l'appel de 9 organisations de retraités à manifester le 29 Septembre pour la revalorisation des retraites, en berne depuis 2013. Chez Alstom à Belfort, la CGT invite à un rassemblement le 27 Septembre. Car après avoir vendu Pechiney, Arcelor, Alcatel,

Lafarge, c'est le démantèlement d'Alstom qui a eu lieu avec la vente des activités énergie à Général Electric. Deux mois après, le géant américain annonçait qu'il supprimait 6 500 postes en Europe en 2016 et 2017 dont 765 en France : le gouvernement est en mode découverte ?

Ce 27 Septembre, la CGT appelle aussi à des rassemblements sur toute la France contre la répression et la criminalisation de l'action syndicale avec les 16 salariés d'Air France convoqués au tribunal.

S'il est un domaine où le gouvernement excelle, c'est celui très fructueux des ventes d'armes avec un record de 15 milliards d'euros de commandes signées en 2015. La CGT a œuvré, sans cesse, pour la construction d'une Paix durable entre les peuples. C'est par la réponse aux besoins fondamentaux des peuples que la logique de guerre s'essouffera.

La CGT, membre du collectif «En marche pour la paix», est mobilisée le 24 septembre, dans 14 villes, pour dire stop à la guerre et pour la construction d'une paix durable dans le monde.



FLASH CADRES



FLASH CADRES

**Branche Poste****Alerte au droit d'alerte !**

Dans la panoplie d'outils à la disposition des organisations syndicales à La Poste, figure le dispositif d'alerte issu de l'accord QVT de 2013. Si sa saisine obéit à un protocole spécifique, c'est bien son issue qui interpelle.

En effet le récent exemple du site courrier de Pont-L'Abbé dans le Finistère-sud, tend à en démontrer les limites voire l'inutilité. Activée par la CGT, FO et l'UNSA concernant un projet de réorganisation, cette alerte a reçu les dénégations du sommet de l'entreprise situant sa réponse d'un strict point de vue formel.

Le contexte local où la parole des cadres est muselée et le positionnement des organisations syndicales instrumentalisés, atteste d'un dialogue social transformé en chambre d'enregistrement de la stratégie du groupe.

Résolues à ne pas s'en tenir au statut quo, la CGT locale et sa section cadres s'approprient à prendre de nouvelles initiatives.

**Plus de CGT, une nécessité !**

Les travaux préparatoires au protocole électoral ont débuté pour un scrutin prévu en Février 2017. En 2013, la CGT-Fapt avait obtenu 11,62% aux élections au Comité d'Entreprise.

Tout au long de cette mandature, elle a fait le choix d'agir pour une Banque Postale pleinement intégrée au groupe La Poste, une banque citoyenne, solidaire qui œuvre pour l'intérêt général et assure ses missions de service public.

En militant pour la sauvegarde de la santé au travail, l'arrêt des réorganisations incessantes et un dialogue social de qualité, la CGT va tout mettre en œuvre pour gagner les candidatures dans chaque instance et sur la totalité des sièges à pourvoir.

C'est d'une CGT forte dont La Banque Postale et ses salariés ont besoin.

**Branche Télécoms****Eutelsat, l'égalité c'est maintenant !**

Si le taux de féminisation de 32% (28% chez les cadres) peut s'expliquer par la prédominance des métiers techniques, il n'en reste pas moins vraie que l'absence de politique volontariste en matière de recrutement ne permet pas d'inverser la tendance.

De plus, le « *plafond de verre* » est particulièrement épais puisque les femmes restent plus longtemps au même niveau de classification.

Si chez les non-cadres, les salaires moyens sont très proches, en revanche, pour les femmes cadres, ils sont inférieurs de 7,2% à 10% selon les classifications.

Faute d'accord lors des précédentes négociations, Eutelsat se voit dans l'obligation de rouvrir des négociations qui devraient démarrer cet automne. La CGT pèsera dans cette négociation pour que les femmes ne soient plus considérées comme un sous salariat !

**Statuts de Fonction, du nouveau**

Aujourd'hui, lorsque les IV.3 et IV.4 partent à la retraite, celle-ci est calculée sur la base de leur indice IV.2, et pas sur leur niveau de fonction alors qu'ils cotisent sur leur niveau de fonction (à l'indice 1015, 1100 ou 1200) et qu'ils occupent le poste depuis plusieurs années.

La Direction propose de prendre en compte l'indice 1015 pour les 226 IV.3 et 1100 pour les 180 IV.4 concernés, s'ils remplissent les conditions du décret (anciennetés de niveau et d'indice).

Même si cela va dans le bon sens, ce n'est pas suffisant, la CGT revendique pour les cadres en statut de fonction une promotion réelle sur les niveaux de fonction qu'ils occupent et que les indices obtenus valent pour le calcul de leur droit à pension, comme tous les autres fonctionnaires.

## Un déraillement programmé

Notre gouvernement semble découvrir une situation liée à l'austérité croissante et au désengagement de l'Etat au niveau des infrastructures ferroviaires.

Les dirigeants d'Alstom eux se positionnent en victimes, alors que nous sommes bien face à une stratégie exclusivement financière.

La CGT réaffirme que le site de Belfort a de l'avenir : cela tient à des décisions politiques et à la sortie d'une logique uniquement faite pour satisfaire les actionnaires. L'industrie ferroviaire française est un fleuron mondialement reconnu.

La CGT appelle donc l'ensemble des salariés du secteur à un rassemblement devant le siège d'Alstom le 27 Septembre 2016 lors du prochain CE.

## Quelle crise ???

Le patrimoine professionnel de Liliane Bettencourt, la femme la plus fortunée de France selon le classement 2016 du magazine Challenges, représente 31,2 milliards d'euros.

Il faudrait à un smicard 1,8 million d'années pour gagner cette somme et il ne s'agit ici que de son patrimoine professionnel. Elle dispose en plus d'une fortune privée non comptabilisée ici.

Le montant total de la fortune professionnelle des 500 personnes les plus riches s'élève à 456 milliards d'euros.

Le dernier de ce classement a vu sa fortune augmenter de 20% en un an et dépasse désormais les 100 millions d'euros, soit sept fois plus qu'il y a 20 ans, (à l'époque de 14 millions d'euros).

Visiblement, ni la crise, ni la politique fiscale n'entament la progression des grandes fortunes.

## L'appel de la province

Selon une étude publiée le 1<sup>er</sup> Septembre par Cadreemploi, plus de 8 cadres franciliens sur 10 voudraient poser leurs valises en province pour s'offrir un meilleur cadre... de vie.

Un-e cadre sur deux (53%) n'est pas satisfait de sa situation, principalement à cause du temps perdu dans les transports (70%), du coût du logement (57%) et d'un environnement trop pollué (55%). Un tiers des sondés vit à Paris, les deux tiers en banlieue et 44% ont un temps de transport supérieur à 45 minutes pour se rendre au travail.

Pour partir, 83% se disent prêts à des concessions, que ce soit une baisse de salaire (54%), une reconversion professionnelle (48%), un niveau de poste moins élevé (36%) voire un éloignement temporaire de sa famille (32%).

L'appel de la Province, oui, mais à quel prix ?!

## La paix en marche

En 2014, les dépenses militaires mondiales s'élevaient à 1800 Mds de dollars et 5% de ces dépenses pendant 10 ans permettraient, selon l'ONU, de répondre aux besoins fondamentaux (accès à l'eau, lutte contre la faim ...).

Les événements dramatiques qui se sont succédés dans le monde et dans notre pays depuis Janvier 2015 ont sensibilisé bon nombre de citoyens à la coexistence pacifique entre les peuples.

La CGT, membre du collectif « *En marche pour la paix* », appelle les salariés, les privés d'emploi et les retraités à se mobiliser pour dire STOP à la guerre et OUI à la construction d'une paix durable dans le monde.

Le 24 Septembre, marchons ensemble dans 14 villes de France (Paris, 15h00, Place de la République).

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) espace Cadres

## Hinkley Point : NO !

Depuis plusieurs mois EDF essaie de faire passer en force son projet de construction de deux réacteurs nucléaires EPR en Angleterre.

Les syndicats s'y opposent, jugeant que les 23 Mds d'€ d'investissement auront des conséquences dramatiques sur la filière industrielle, les investissements d'EDF sur le territoire national donc sur l'emploi en France.

Contre l'avis du personnel, EDF, avec le soutien de l'Elysée, affirme sa volonté de poursuivre.

Cinq des six administrateurs salariés, qui estiment ne pas avoir été suffisamment informés, dénoncent une violation du droit à l'information ainsi qu'une situation de conflit d'intérêt.

Aujourd'hui, ils saisissent la justice.

## Malaise mortel

Une étude de l'Ifop pour la fondation Jean-Jaurès montre que La France est la championne d'Europe des suicides.

Ils augmentent quand vous êtes pauvres, au chômage ou avec des conditions de travail dégradées.

En s'attaquant à ces 3 causes, le taux de suicide baisse de façon immédiate. Une lapalissade.

Cet été, 5 infirmiers se sont suicidés. La profession a adressé une lettre ouverte à François Hollande. Les soignants « *souffrent de la pression imposée par les restructurations* », liées à des réductions budgétaires et des objectifs de rentabilité.

L'humain passe après, malgré les discours qui donnent l'illusion du contraire. On se croirait à La Poste. Et ce ne sont pas les suicides de cet été qui nous démentiront !

## A Saint Louis on supprime les congés !

Une centaine de personnes travaillant dans quatre services de l'hôpital Saint-Louis sont en grève contre la réorganisation de leur temps de travail.

Fin octobre, la direction de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris avait signé un accord avec la CFDT, pour modifier le temps de travail dans les 39 établissements de l'AP-HP.

Et ce malgré l'opposition de la CGT, FO, SUD, CFTC et Unsa, qui avaient appelé à de multiples journées de mobilisation. Ce texte instaure depuis le 1<sup>er</sup> Septembre une nouvelle organisation ainsi que la suppression de RTT et de jours de congés, pour réaliser des dizaines de millions d'euros d'économies.

Pour les syndicats, la réforme conduit à des horaires décalés et désorganise la vie privée.

## Chère éducation

Cours et filières privés, pré-pas payantes, semestres et voyages à l'étranger : le niveau de vie des parents devient de plus en plus déterminant dans la réussite scolaire des enfants, engendrant de nouvelles inégalités devant l'école, selon Arnaud Parien-

ty, professeur de sciences économiques et sociales et auteur de « *School business* » (La Découverte, 2015). L'école en France est toujours supposée être celle de Jules Ferry, publique, gratuite, laïque et obligatoire.

Mais la situation a progressivement évolué et le « *school business* » a explosé ces dernières années.

Comment les parents pourraient-ils refuser de faire tout ce qui est en leur pouvoir si l'avenir de leurs enfants est en jeu ?